

DECLARATION LIMINAIRE

CTPD du 21 janvier 2011

Monsieur le Président,

La Révision Générale des Politiques Publiques dont est victime notre département va se traduire par un véritable plan social : moins 26 emplois au titre du PLF 2011, c'est intenable.

Après Éric WOERTH, qui se glorifiait d'être le plus exemplaire en matière de non-renouvellement des fonctionnaires partant à la retraite, François BAROIN nous montre aujourd'hui qu'il est aussi zélé que son prédécesseur.

A tel point que les têtes pensantes de la DGFIP semblent à court d'imagination pour fournir des "éléments de langage" aux directions locales, pour vous aider à nous servir la soupe de plus en plus indigeste des suppressions d'emplois.

Une nouvelle fois, vous vous réfugierez derrière l'ORE, Outil de Rabotage des Effectifs, et le TSM, Tableau Sacrificiel des Missions.

Vous invoquerez l'efficacité, invention technocratique qui consiste à supprimer des emplois là où les agents sont les plus performants, histoire de les dégoûter de bien faire.

Mais vous hésitez peut-être à sortir la carte des gains de productivité en sachant les difficultés insurmontables que rencontrent les postes comptables faces aux lenteurs d'Hélios (plus d'une demi-journée pour une simple prise en charge cette semaine, à inscrire au Guinness des records).

Et vous n'oserez sans doute pas non plus nous dire que des ré-engineerings vont être trouvés en GEM, ces rares Groupes d'Expression Métier qui sont parfois autopilotés, faute de participants.

A nos questions vous répondrez confusément « paramètres transversaux » et « contribution à l'effort national ».

Vous vanterez le plan des requalifications, étrangement présenté cette année, comme s'il s'agissait d'une consolation, comme un aveu des coups qui nous sont portés.

Peut-être même vous risquerez-vous à partager l'optimisme béat de notre Directeur Général, au travers du message qu'il a adressé en décembre à tous les agents.

Depuis des années dans l'Oise comme ailleurs, la curée est telle que les collègues se trouveront bientôt empêchés de mener à bien les missions de service public pour lesquelles ils ont été recrutés... C'est un comble !

Aujourd'hui encore, nous vous alertons solennellement sur l'amertume, la lassitude, l'insatisfaction, le stress et l'aggravation du mal être au travail engendrés par cette réduction permanente et dogmatique des effectifs.

Enfin, rappelons le, dès le 22 avril 2010, la délégation F.O.-DGFIP de l'Oise a exigé qu'à l'instar de la filière gestion publique une situation détaillée et transparente des effectifs théoriques et réels par services de la filière fiscale soit communiquée aux représentants du personnel. Après plusieurs relances, nous l'attendons toujours. S'agit-il d'une incapacité de l'administration à nous la produire ou bien aurions-nous mis le doigt sur quelque chose de gênant ?